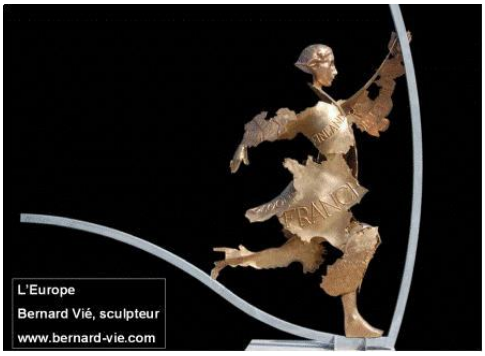
Nouvelles d'Europe. janvier 2012. N° 1203



La tentation du protectionnisme européen

François Vié. Chronique hebdomadaire d'actualité sur l'Union européenne. Diffusion sur Radio PFM (99.9) lundi à 11h, mardi à 14h, mercredi à 6h 45, jeudi à 8h et vendredi à 9h. Les chroniques peuvent être écoutées et lues sur **nouvellesdeurope.com**

La campagne électorale française a ouvert le débat sur le protectionnisme européen. La politique européenne est mise en cause dans la perte des empois industriels en France, en partie à tord : d'autres pays européens, comme l'Allemagne, restent compétitifs dans la mondialisation. D'autre part, les parts de marchés de l'industrie française baisse plus au sein de l'Union européenne que dans le reste du monde. Ce qui fait penser que les raisons de ces pertes d'emplois sont plus françaises qu'européennes.

Ceci dit, un certain nombre de constats sont largement partagés : En 10 ans la part de l'industrie dans le PIB de l'UE est passée de 21% à 18%. La compétition commerciale entre l'Europe et les pays émergents n'est pas toujours loyale. La mondialisation des processus de production entraîne des transports de produits à travers le monde, générateurs de pollutions et de gaz à effets de serre.
D'où les idées assez largement partagées, qu'il faut relocaliser les production prés de leur lieu de consommation, et qu'il faut obtenir plus de loyauté et de respect des règles communes de la part de nos partenaires commerciaux dans le monde. Il est demandé à l'Europe, moins de naïveté, de ne pas se pénaliser unilatéralement par des contraintes qui ne seraient pas respectées par les concurrents. Des formes de protectionnisme européen sont proposées. Le Parti socialiste envisage des droits de douane aux frontières européennes dits « écluses tarifaires » sur les produits qui ne respecteraient pas nos normes sociales et environnementales de production. Sans aller jusqu'aux thèses d'Arnaud Montebourg sur la démondialisation, Michel Rocard parle de «protectionnisme européen sélectif et temporaire». Laurent Wauquiez, UMP, prône un « protectionnisme moderne » : une modification des règles européennes de concurrence pour permettre l'émergence de poids lourds industriels européens, la protection des secteurs économiques stratégiques.

Ces discours se heurtent à quelques réalités:

- La mondialisation est née de progrès techniques qui ne seront pas remis en cause : le porte-conteneur et internet. Elle est pour une large part, irréversible.
- Les processus de production sont devenus internationaux : un airbus contient une bonne moitié de produits américains. Un i-phone «made in china» contient 90% de fabrication américaine ou européenne. Se protéger des importations c'est aussi pénaliser ses propres exportations de composants.
- Créer de nouveaux droits de douane entraîne inévitablement des mesures de rétorsion pouvant aller jusqu'à la guerre commerciale.
- Créer des protections basées sur le non-respect de normes de productions sociales et environnementales serait techniquement compliquées et devrait être compatibles avec les règles du commerce mondial.

Par ailleurs, la politique commerciale extérieure est une des plus ancienne politiques communes et les décisions se prennent collectivement entre Européens. Les promesses de campagnes, pour être tenues, nécessiteront de convaincre nos partenaires de l'Union.

Le besoin de protection est légitime devant la rapidité de la mondialisation et ses effets sur l'emploi. Mais d'autres leviers que le protectionnisme existent pour défendre l'emploi européen:

- Exiger des autres pays la réciprocité dans l'ouverture des marchés publics, dans le respect de la propriété intellectuelle, dans l'application des mesures anti-dumping, dans le financement public des entreprises.
- Protéger les secteurs stratégiques, avoir une politique industrielle pour renforcer l'innovation et les entreprises dans les secteurs d'avenir, aider les petites et moyennes entreprises.
- A long terme, plutôt que le protectionnisme, l'Union européenne doit être active dans la promotion de régulations mondiales : finances, fiscalité, environnement, climat, normes sociales.
- Elle pourrait avoir également une politique monétaire et manipuler le cours de l'euro, pour éviter la concurrence de pays à monnaie sous-évaluée.

Il ne suffit pas que l'Union relance son marché intérieur. Pour rétablir son industrie il lui faut repenser ses politiques, notamment sa politique commerciale extérieure commune.